

L'industrie allemande face aux chocs énergétiques : le « *Standort Deutschland* » est-il remis en cause ?

Un dossier dirigé par Patricia Commun*
et préparé en collaboration avec Louis Marill**



Quel avenir pour le site industriel allemand ?

Sur l'ensemble de l'année 2023, l'Allemagne sera très probablement l'un des seuls pays industrialisés en Europe à afficher une croissance négative, de l'ordre de -0,4 % environ¹. Dans un contexte de faible croissance européenne, l'Allemagne a connu deux trimestres de suite un recul de son PIB, ce qui la met techniquement en récession. Le ralentissement économique qui affecte l'Allemagne sur l'année 2023 pourrait apparaître comme un affaiblissement causé

principalement par la guerre en Ukraine qui a particulièrement affecté le pays très dépendant des sources énergétiques russes. À l'origine de cette légère récession de l'année 2023 se trouve le recul de la production manufacturière, tant en volume qu'en prix². Ce recul est lié à une suite de chocs exogènes massifs qui affectent aujourd'hui plus durement l'Allemagne que les autres pays européens, du fait de la forte proportion de son industrie manufacturière énergivore dans son PIB. En effet, en 2021, la production manufacturière atteignait encore 26,6 % du PIB allemand, contre 16,8 % pour la France³. Or cette industrie manufacturière, plus largement présente sur le territoire allemand que dans les autres pays européens, est à l'origine du fort taux d'exportation, producteur de richesse pour le pays. Cependant, premier signe inquiétant, en 2022 l'Allemagne, avec 50 % de taux d'exportation, a atteint un taux d'exportation inférieur à la moyenne européenne alors de 55 %⁴.

Depuis environ trois ans, et donc antérieurement à la guerre en Ukraine, l'Allemagne a souffert davantage que ses voisins

* Professeure de civilisation allemande à l'université de Cergy-Paris, directrice du master Langues et Commerce international. Publications récentes : <https://www.cairn.info/publications-de-Patricia-Commun-81309.htm> ; <https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/notes-cerfa/puissance-industrielle-de-lallemagne-danger-double-choc-de> ; <https://www.radiofrance.fr/personnes/patricia-commun>.

** Germaniste, titulaire d'un master en Langues et Commerce international, en cours d'inscription en doctorat au Centre de recherches Agora. Ses recherches portent sur Transition énergétique : vers un bouleversement de la géographie industrielle de l'Allemagne ?

1. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/3829/umfrage/entwicklung-des-bruttoinlandsprodukts-in-deutschland-nach-quartalen/#:~:text=Quartal%202023%20ist%20das%20Bruttoinlandsprodukt,ist%20das%20BIP%20im%203>
https://germany.representation.ec.europa.eu/news/sommerprognose-2023-eu-wirtschaft-wachst-langsam-robuster-arbeitsmarkt-und-sinkende-inflation-machen-2023-09-11_de#:~:text=F%C3%BCr%202024%20wird%20nicht%20mehr,um%201%2C1%20Prozent%20wachsen

2. https://www.challenges.fr/finance-et-marche/allemande-la-production-industrielle-recule-plus-que-prevu-en-aout_870088

3. <https://www.deutschland.de/de/topic/wirtschaft/deutschlands-industrie-die-wichtigsten-zahlen-und-fakten>

4. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/7060/umfrage/anteil-der-exporte-von-waren-am-bip-in-den-eu-laendern/>

européens d'un certain nombre de chocs exogènes liés à des problèmes politiques, géopolitiques ou sanitaires inédits : conséquences du Brexit, problèmes de logistique et d'abandons de commande et/ou de réduction de la production liés aux confinements successifs, explosion des prix de l'énergie industrielle et, en conséquence, suite à la guerre en Ukraine, arrêts volontaires momentanés de la production d'un certain nombre de sites industriels énergivores par souci d'économie d'énergie ou par effondrement du seuil de rentabilité.

L'équation qui était à l'origine du taux élevé d'industrialisation de l'Allemagne a été sérieusement remise en cause depuis quelques années : accès assuré à des sources d'énergie pérenne et peu chère, à une main-d'œuvre bien formée et à une infrastructure de réseaux favorisant un très haut taux d'exportation. C'est cette trilogie qui compensait sur les marchés mondiaux les prix élevés des produits allemands de qualité et assurait la victoire dans la compétition avec des sites de production moins onéreux. Or, c'est cette trilogie gagnante qui est sérieusement écornée. En effet, les sources d'énergie liées aux bouleversements d'approvisionnement en énergies fossiles suite à la guerre en Ukraine, la disponibilité inégale et insuffisante des énergies renouvelables pour les parcs industriels, l'explosion des prix de l'énergie due à l'explosion des prix du gaz en 2022 mais aussi aux taxes finançant le développement des énergies renouvelables, le retard pris dans les infrastructures de transport d'une énergie produite par les éoliennes dans le nord de l'Allemagne vers les sites industriels du sud, et finalement le manque de main-d'œuvre dû au problème démographique allemand, sont autant de facteurs aggravants qui pourraient bien plomber durablement la croissance allemande.

Nous sommes non pas face à un événement passager et/ou conjoncturel, mais potentiellement au début d'une période de crise structurelle dont les premiers signes remontent à 2019, année marquée par les premiers signes de ralentissement de la croissance. L'Allemagne n'a par ailleurs

pas connu le rebond post-covid espéré en 2021 et 2022. En cause : la guerre en Ukraine, l'explosion des prix de l'énergie et l'inflation record, elle-même nourrie par l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières⁵.

D'une manière générale, 90 % des entreprises allemandes se plaignent d'une accumulation de charges pour lesquelles elles n'entrevoient aucune perspective d'amélioration à horizon visible : explosion des prix de l'énergie et des matières premières et accroissement des charges de travail liées à la multiplication des contraintes réglementaires, en particulier environnementales. Tandis que 40 % des entreprises attendent un recul de leur production pour 2023, 30 % seulement espèrent une hausse de leur production. Cependant tout n'est pas perdu pour le site industriel allemand en danger. En effet, contre toute attente, la coalition tricolore réunissant une majorité composite de sociaux-démocrates, Verts et libéraux vient de trouver enfin un accord sur la prolongation et l'extension de l'allègement des taxes qui pesaient sur l'électricité ainsi que sur l'utilisation des énergies fossiles, pénalisée par l'imposition d'une taxe carbone particulièrement élevée en Europe⁶. C'est ainsi quelques 350 entreprises les plus exposées à la concurrence internationale qui continueront de bénéficier de la compensation du prix de l'électricité financée par le Fonds pour le climat et la transformation. De plus, ce fonds va exonérer les entreprises des coûts

5. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1251/umfrage/entwicklung-des-bruttoinlandsprodukts-seit-dem-jahr-1991/#:~:text=lm%20Jahr%202022%20betrug%20das,Vorjahr%20um%201%2C8%20Prozent>

6. L'essentiel du paquet énergétique consiste en une réduction massive de la taxe sur l'électricité pour toutes les entreprises de l'industrie manufacturière. Elle baisse jusqu'au niveau minimum autorisé par l'Union européenne. La taxe sur l'électricité ne coûtera plus aux entreprises que 50 centimes par mégawattheure, soit 0,05 centime par kilowattheure. Auparavant, elle était de plus de 15 euros par mégawattheure et de plus d'un centime et demi par kWh. Source : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/aktuelles/strompreispaket-energieintensive-unternehmen-2235760>.

du système d'échange de quotas d'émission de CO₂ générés par l'utilisation d'énergies fossiles. Correspondant à une dépense de 12 milliards d'euros supplémentaires, ce régime déjà en place devait venir à échéance fin décembre 2023. À la suite de l'accord gouvernemental du 7 novembre dernier, il est prolongé pour cinq ans.

Il n'est cependant pas certain que le gouvernement allemand soit en mesure de continuer à l'infini à amortir, pour les entreprises et les particuliers, les augmentations des dépenses énergétiques liées à des problèmes géopolitiques ou au financement des énergies renouvelables. En effet, par suite d'une plainte déposée par l'opposition chrétienne-démocrate au nom de la règle d'or interdisant les dépassements budgétaires excessifs, la cour de Karlsruhe vient de rendre un avis fondamental qui pourrait faire jurisprudence : a été condamnée l'utilisation abusive du fonds climatique dans le cadre du programme de 200 milliards d'euros lancé par le gouvernement allemand pour la transition énergétique dans les prochaines années. 60 milliards sur les 200 milliards d'euros prévus doivent être retirés de la somme d'aides prévues. L'objectif d'équilibre budgétaire, inscrit dans la constitution allemande, risque de contrarier fortement les dépenses d'amortissement visant à alléger les dépenses énergétiques des entreprises mais aussi des particuliers, dans la mesure où elles sont issues de fonds spéciaux hors budget national.

L'objectif de ce dossier est de donner un éclairage plus précis sur les spécificités de la crise industrielle allemande, manifestement liée à une suite de chocs particulièrement violents dans le domaine énergétique, même s'ils ont été, jusqu'à présent, partiellement amortis par des mesures d'aide gouvernementale.

La première partie du dossier, portant sur l'historique de la transition énergétique, comprend quatre contributions d'expertes allemandes et françaises de la question. Ces contributions mettent en exergue le volontarisme inédit d'une politique énergétique décidée à Berlin et en conformité avec la ligne de la Commission européenne. En dépit

des aides colossales attribuées à l'industrie et visant à amortir le choc des lourdes taxes qui ont permis le financement des énergies renouvelables, l'industrie manufacturière et plus particulièrement l'industrie énergivore se trouve en difficulté et affiche des pertes qui risquaient de s'aggraver si les aides énergétiques compensatoires accordées par l'État allemand ne se prolongeaient que partiellement au-delà de janvier 2024.

Dans une seconde partie, nous présentons des analyses portant sur chacun des secteurs manufacturiers en pleine transformation liée aux impératifs de la transition énergétique. Nous constatons que la situation est relativement hétérogène et varie beaucoup d'un secteur à l'autre : celui de l'industrie électrique, des machines-outils, puis de l'industrie automobile et de la chimie, ces deux derniers secteurs étant emblématiques des difficultés rencontrées par les industries dites énergivores.

Ces bouleversements vont pour le moins induire des évolutions dans la géographie industrielle de l'Allemagne ou même de l'ensemble de l'Europe, dans la mesure où les entreprises allemandes, très réactives, s'engagent dans des transferts de site ou des constructions d'entités industrielles au plus proche des nouvelles sources énergétiques. Nous assistons alors, non seulement à des délocalisations hors Europe ou au sein de l'Europe, mais aussi à des relocalisations de sites existants à l'intérieur même de l'Allemagne. Ces nouveaux sites ou relocalisations intra-allemandes pourraient déboucher un jour sur un profond remaniement de la géographie industrielle de l'Allemagne, au profit des régions du Nord, plus proches des sources d'énergie éolienne offshore, considérées par l'actuelle coalition comme la source d'énergie renouvelable principale de demain.

Il ressort cependant de la lecture de ces contributions, que si l'avenir des grandes entreprises allemandes et d'une partie des PME, très engagées dans la transition écologique, n'est pas remis en cause, l'avenir du territoire industriel allemand reste, lui, très incertain. Si elle veut rester réaliste, la politique de la transition

énergétique devra laisser davantage de place aux réalités d'un grand pays industriel qui peine à suivre le rythme soutenu de la transition énergétique imposé par la Commission européenne et parfaitement relayé par les pouvoirs publics allemands. La transition énergétique allemande ne se fera pas sans l'industrie manufacturière, y compris l'industrie énergivore. Celle-ci est au cœur de la recherche dans le domaine des énergies et des mobilités nouvelles. Le « *Standort Deutschland* », le territoire industriel allemand se distingue par le modèle très compétitif de ses fameux clusters industriels qui accueillent fournisseurs et clients sur un espace géographique restreint. Il faudra veiller à continuer de leur fournir un accès

pérenne à des sources d'énergie, alors que la fermeture des centrales nucléaires et le prix exorbitant de l'électricité et du gaz ont contraint ces industries à réduire leur production en 2022 et 2023.

Le gouvernement allemand semble pour l'heure condamné à poursuivre une politique d'équilibrisme très interventionniste entre l'amortissement des chocs dus à la transition énergétique orchestrée par la Commission européenne mais également aggravés par le renoncement allemand au nucléaire, la nécessaire construction des infrastructures de transport des nouvelles énergies et la poursuite d'une politique industrielle dans les limites de la règle d'or budgétaire.

– Patricia COMMUN –